

classe exploiteuse qui a la propriété collective des moyens de production et de distribution ? Est-ce la planification avec la transformation radicale du système d'appropriation de la plus-value et donc du processus d'échange et du rôle de la monnaie ?

Non pas puisque, en régime capitaliste : « La spéculation péri-phérique et d'initiative privée vit à son aise au milieu des plans et des limites du contrôle étatique et donne une large partie de son profit aux agents de la bureaucratie d'état qui administrent les concessions, les permis et les dérogations ».

Ainsi l'osmose n'est en réalité que l'utilisation de la bureaucratie par les capitalistes privés !

Et cela est aussi vrai pour la Russie où : « Le capitalisme monétaire privé, justement parce qu'il est empêché dans tous les sens de s'investir ouvertement dans la gestion directe des moyens de production, trouve avantage à s'ouvrir un champ de spéculation en rétribuant de manière plus ou moins légale les bonzes tout-puissants de la bureaucratie d'état qui surveillent les différents secteurs de l'économie ».

Or, si le « capitalisme monétaire privé » ne peut pas s'investir en Russie dans les moyens de production, qui gère (et non surveille !) l'économie, s'approprie et distribue la plus-value extraite aux prolétaires ?

Si l'on admet que c'est la bureaucratie, celle-ci remplit donc les fonctions d'une classe exploiteuse et il n'y a sûrement pas de place pour ce capitalisme monétaire privé qui n'est pas la bureaucratie et qui... ne peut pas s'investir dans la production ! Car, avouons qu'il est difficile de concevoir l'existence de capitalistes privés qui ne peuvent pas transformer leurs capitaux en main-d'œuvre, machines et matières premières et qui tirent donc leurs revenus... du marché noir sans doute.

Mais si la bureaucratie n'est qu'un « surveillant » rétribué de la production, si la classe dominante ne s'est pas encore fait jour, où se trouvent donc les vrais maîtres de l'économie, la classe dominante « en puissance » ?

Un autre article nous éclairera à ce sujet en nous montrant en même temps que ces capitalistes monétaires privés qui ne pouvaient pas investir dans les moyens de production en 1946 ont trouvé le moyen de le faire en 1951 et qu'ils constituent donc la classe dominante enfin trouvée. Profond bouleversement dont personne ne s'était aperçu !

« Le socialisme des staliniens est le suivant : l'Etat nationalise les industries, les possesseurs de capitaux financiers prêtent à l'Etat, lequel investit dans la production. La répartition du produit se fera selon les plus orthodoxes principes capitalistes : une partie minimale à l'ouvrier sous forme de salaire, le reste constituera le profit dont une partie ira à l'accumulation et une autre à l'entretien des classes privilégiées qui prêtent à l'Etat. Outre la bureaucratie étatique, les hiérarchies syndicales et de parti, la police et le corps des officiers, le clergé et les géoliers auront, en qualité d'intermédiaires et de serviteurs armés, leur partie du banquet lequel se fera, en dernière analyse, sur le dos du prolétariat. » (9).

Nous pourrions compléter cette vue originale du fonctionnement de l'économie russe et de la nature de la classe dominante par la définition de Alfa selon laquelle cette dernière est constituée par une « coalition hybride et association fluide entre les intérêts inter-nés des classes de petits bourgeois, de demi-bourgeois, d'entrepreneurs dissimulés et les intérêts du capitalisme international ».

On sait qu'en Russie il n'y a pas une classe de petits bourgeois puisque l'exploitation privée n'est pas tolérée, puisqu'il n'y a pas de petits entrepreneurs, petits commerçants.

Quant aux « entrepreneurs dissimulés » il s'agit sans doute des

(9) *Battaglia Comunista*, 18-31 octobre 1951, n° 20.

membres des « classes privilégiées qui prêtent à l'Etat ». Nous attendons donc que les bordiguistes nous expliquent ce qui s'est passé depuis 1946, époque où ils ne pouvaient pas investir dans la production.

En réalité, il n'y a d'autre entrepreneur en Russie que la bureaucratie dirigeant l'appareil économique, politique et militaire du pays : cette bureaucratie est un entrepreneur collectif, pas le moins du monde dissimulé et les ouvriers russes en savent quelque chose !

Mais les bordiguistes qui qualifient la Russie de capitalisme d'Etat se refusent à dépasser la conception traditionnelle : capitalistes privés d'un côté, appareil d'Etat de l'autre, les premiers utilisant le deuxième comme instrument de coercition, etc.

Au fond ils n'ont jamais accepté le fait que la transformation de l'Etat ouvrier en régime d'exploitation a eu lieu de toute autre manière que par le retour à l'exploitation privée et au marché classique.

Aujourd'hui, les bordiguistes déclarent que la nationalisation de l'industrie et du sol n'ont servi en Russie qu'à faciliter le passage au capitalisme des secteurs pré-capitalistes de l'économie (10). Mais, après cela, ils continuent d'ignorer tranquillement le vrai contenu de ces mesures et attendent toujours que la classe exploiteuse apparaisse au grand jour. Il n'y a pas pour eux de contradiction entre le fait de reconnaître que tout l'appareil de production est nationalisé et en même temps d'affirmer que la bureaucratie qui en dispose n'est pas la classe dominante. Ils croient toujours en une évolution de la Russie d'aujourd'hui vers le capitalisme privé, en l'apparition d'une classe de capitalistes privés, maintenant encore « dissimulée » et qui agit provisoirement derrière le paravent de la bureaucratie étatique.

Que les faits contredisent cette thèse, que l'évolution dans tous les pays se fasse dans le sens opposé, peu importe : eux restent toujours dans la ligne de Marx, lequel n'avait parlé ni de classe dominante bureaucratique, ni... de capitalisme 1952 !

« Le stalinisme, nouvelle phase de l'opportunisme »

C'est ainsi que les bordiguistes définissent ce mouvement totalitaire dont le contenu ne diffère pas, selon eux, de celui de la social-démocratie et du réformisme classiques. Ils en sont donc restés aux positions critiques du début de la dégénérescence de la III^e Internationale.

La difficulté d'une telle position, en contradiction criante avec le rôle réel des partis « communistes » a fini pourtant par inquiéter des militants. Un essai de clarification théorique a été fait récemment dans un article de « *Battaglia Comunista* » (11) sous le titre « Evolution de l'opportunisme ».

Quelle est cette évolution ?

D'une part on affirme qu'il y aurait eu « une fusion organique des forces opportunistes avec les pouvoirs capitalistes », de l'autre que les formes idéologiques ont subi une modification partielle : « de démocratiques et parlementaires, elles tendent à devenir totalitaires et corporatives ». Mais cela n'est arrivé que sur un plan « formel et organisationnel ». « En ce qui concerne la fonction politique de l'opportunisme, rien n'est changé qualitativement. » L'article demande : « Quelle est en fait la fonction accomplie par l'opportunisme ouvrier et petit bourgeois, c'est-à-dire les sources sociales du pacifisme de classe, du réformisme, de la démocratie, dans le cadre de la lutte de classe entre prolétariat et bourgeoisie ? » Et répond :

« Quelle que soit la diversité des formes idéologiques, la diversité (dans le temps et en regard de l'alignement international d'aujourd'hui) d'interprétation du concept bourgeois de démocratie, parlementaire pour les uns, populaire pour les autres, le contenu de la politique opportuniste est le même qu'il y a cent ans, celui qui

(10) Voir article « La révolution bourgeoise jusqu'au bout », *B. C.* n° 3 du 5-19 février 1952.

(11) N° 19 — 12-24 septembre 1951 ; N° 20 — 18-31 octobre 1951.

persistera tant que le capitalisme durera : la transformation (du capitalisme) qu'on prétend réaliser tout en conservant les deux extrêmes : le capital et le travail salarié.»

«...Les social-démocrates et les opportunistes s'appuient politiquement sur des couches sociales qui, bien que n'étant pas capitalistes, tendent à la conciliation sociale et à l'élimination de la lutte de classe et, de ce fait, font objectivement le jeu de la grande bourgeoisie et du pouvoir étatique capitaliste, dont la continuité repose justement sur la « coexistence » des classes.»

Mais il y a eu depuis « fusion des forces opportunistes avec les pouvoirs capitalistes » ; cette fusion s'est effectuée dans les partis totalitaires, affirme l'article. Quelles en ont été les conséquences ?

« Quelle est l'anatomie du parti totalitaire nazi, travailliste ou stalinien ? Quelles sont les couches sociales non prolétariennes dont les intérêts sont représentés ? Il serait abstrait de mettre sur le même plan les intérêts du grand capital, de la petite propriété, du « professionismo » et de l'opportunisme, c'est-à-dire de l'aristocratie ouvrière. Bien que viciées par des préjugés opportunistes et conformistes, les couches de l'aristocratie ouvrière ne cessent d'être des donneurs de force de travail au capitaliste, donc, en substance, des exploités du capital, comme le sont aussi au fond les artisans, les petits propriétaires et certaines couches d'employés, même s'ils ne vendent pas leur force de travail contre un salaire. » « Or, dans le parti totalitaire bourgeois s'opère (et l'expérience du stalinisme le montre concrètement) la convergence organique... des aspirations politiques émanant de ces diverses couches sociales. Le commun dénominateur politique, l'intérêt général (qui souvent n'est que préjugé) qui cimente le contenu hétérogène des partis totalitaires est toujours le même : la transformation de la société bourgeoise sans éliminer les deux extrêmes : le capital et le travail salarié. En dernière analyse, l'opportunisme ouvrier c'est la défense, faite du côté ouvrier, du régime du travail salarié, du salaire, de l'économie mercantile et monétaire. C'est pourquoi l'opportunisme s'accorde parfaitement avec les intérêts supérieurs du capitalisme. »

Les marxistes de gauche ont montré dans le passé la nature et le rôle de l'opportunisme dans la société bourgeoise. Dans une période d'épanouissement capitaliste et de conquête des ouvriers, l'opportunisme a été la manifestation politique de la tendance des couches supérieures du prolétariat, ainsi que des fonctionnaires de ses organisations syndicales et politiques, à s'adapter aux conditions du régime, à oublier le but final de la lutte pour ne s'attacher qu'aux résultats immédiats. « Le but n'est rien, le mouvement est tout », disait Bernstein, théoricien du réformisme. C'était la tendance au compromis dans la lutte de classe, l'action pour la transformation pacifique du capitalisme, pour l'amélioration du sort de la classe ouvrière par des moyens pacifiques, parlementaires ou syndicaux. L'opportunisme, phénomène historique concret, a été une manifestation de la classe ouvrière, non de la classe capitaliste. L'évolution ultérieure du capitalisme vers le totalitarisme, la transformation des méthodes d'exploitation, la disparition quasi complète des possibilités d'amélioration du niveau de vie des ouvriers, ont détruit la base objective de l'opportunisme. Que les chefs des organisations syndicales et politiques ouvrières continuent de parler des intérêts des travailleurs, cela ne signifie nullement que ces organisations représentent toujours une tendance opportuniste ouvrière. Elles sont devenues des prolongements de l'Etat capitaliste dans le prolétariat ; leur objectif n'est plus la transformation pacifique du capitalisme vers le socialisme ni l'amélioration des conditions de vie des ouvriers ; elles visent à les embrigader dans la production capitaliste, à leur faire accepter les pires formes d'exploitation et le massacre dans la guerre. Le conflit de 1914-18 a marqué à cet égard un tournant décisif.

La propagande de ces organisations autour des intérêts des travailleurs exprime essentiellement une chose : le poids objectif de la classe ouvrière dans le monde. Ce poids est aujourd'hui si grand que n'importe quel parti bourgeois est forcé de tenir le même langage. Truman et de Gaulle, Churchill et de Gasperi aussi s'inquiètent fort des intérêts de la classe ouvrière. Mais dire que cela est de l'opportunisme c'est enlever à ce mot toute sa signification historique concrète, c'est le transformer en un de ces mots « passe-partout », vides de tout contenu, que les milieux d'avant-garde ont malheureusement pris l'habitude d'employer à tort et à travers.

Que dans les partis dits réformistes d'aujourd'hui les intérêts de la bureaucratie syndicale par exemple aient plus de poids que dans un parti bourgeois traditionnel, que ces partis soient obligés de tenir compte de leur clientèle ouvrière (surtout lorsqu'ils font une cure d'opposition) cela ne change rien à leur fonction réelle qui n'est plus celle du passé.

Ce qui est vrai pour les partis dits réformistes l'est encore davantage pour les organisations stalinienne (12).

« Le stalinisme, nouvelle phase de l'opportunisme ? »

Il y a dans l'article en question une sorte d'explication nouvelle de cette définition. Nous apprenons ainsi que le parti stalinien n'est pas seulement la tendance opportuniste ouvrière, mais le lieu de rencontre de plusieurs couches sociales, dont l'aristocratie ouvrière opportuniste ; il est encore le lieu où s'est opérée la « fusion entre les forces opportunistes et les pouvoirs capitalistes » ; rencontre et fusion qui se seraient effectuées « sous le signe de l'opportunisme » dont le parti totalitaire « est la dernière tranchée ». Avouons que tout cela est passablement confus.

Si les forces opportunistes sont constituées par des couches exploitées — aristocratie ouvrière, artisans, petits propriétaires — que signifie dans ce cas une fusion de ces couches avec les pouvoirs capitalistes ? On pourrait parler tout au plus de leur utilisation par l'Etat capitaliste, non de fusion. D'autre part, si ces couches sont exploitées, dire que entre elles et leur exploiteur (« la grande bourgeoisie ») existe un « dénominateur politique commun », c'est pour le moins une formule malheureuse. Il peut y avoir des individus appartenant à différentes couches sociales dans le parti totalitaire, mais la politique de celui-ci (le dénominateur commun) est celle de la classe dominante, à laquelle sont sacrifiés les intérêts de toutes les autres classes. Mais ce qui est encore plus surprenant, c'est que « la fusion des forces opportunistes avec les pouvoirs capitalistes » dans le parti totalitaire se soit opérée sous le signe de l'opportunisme ouvrier, qui se servirait d'un tel parti comme d'une « dernière tranchée » !

Il y a là l'idée d'une espèce de compromis, d'alliance entre la bourgeoisie et l'opportunisme ouvrier, idée qui constitue le fond de la conception bordiguiste du stalinisme.

Aussi, plus que dans les considérations précédentes, l'essentiel de la position de la tendance bordiguiste est donné par la fin de l'article : « Il n'y a qu'une seule conclusion politique. En modifiant les forces de son alignement politique, en se transportant dans le parti totalitaire par suite d'une nécessité historique inflexible, l'opportunisme ouvrier n'abandonne pas mais, au contraire, accentue encore sa fonction d'appui à la politique contre-révolutionnaire du grand capital et de l'impérialisme. Par conséquent, la stratégie révolutionnaire préconisée par Lénine contre les partis opportunistes de la II^e Internationale reste valable. »

Il n'y a donc rien de changé. Que les partis staliniens soient au pouvoir dans un bloc de 800 millions d'habitants, que dans celui-ci ils soient la manifestation politique d'une classe exploiteuse

(12) Nous laisserons de côté le parti nazi ; l'idée que celui-ci ait jamais eu quelque chose à voir avec l'opportunisme ouvrier nous semble par trop insolite pour être discutée ici.

bureaucratique (13) et non pas de l'aristocratie ouvrière, des artisans et des petits propriétaires, ni même de l'ancienne bourgeoisie privée, que l'action des partis staliniens dans le monde entier soit toujours déterminée par les intérêts de Moscou, tout cela ne change rien à la stratégie de Lénine (14) contre les social-démocrates, laquelle devrait être appliquée aujourd'hui contre les staliniens.

Aussi, en parfait accord avec leur interprétation d'une telle stratégie, les bordiguistes expliquent dans leur presse que les staliniens d'Italie par exemple sont les serviteurs de la bourgeoisie italienne, qu'ils sont des réformistes, des démocrates, des fétichistes des élections, du parlementarisme et du légalitarisme, qu'ils sont en un mot... des social-démocrates.

La modification partielle de l'idéologie opportuniste dont il était aussi question dans le texte cité, devient ainsi bien moins que « formelle et organisationnelle » : le bordiguisme l'ignore totalement dans la pratique.

De toutes façons, le problème n'est pas de savoir en quoi l'idéologie opportuniste se serait modifiée, mais de déterminer le vrai caractère du stalinisme. Depuis quand les partis staliniens utilisent-ils la phraséologie démocratique ? Sont-ils des partis ouvriers ? Par quoi est déterminée leur politique et quels intérêts de classe sert-elle directement ?

La dégénérescence des partis communistes a accompagné celle du régime soviétique russe, laquelle ne s'est d'ailleurs pas traduite par un retour aux formes démocratiques bourgeoises de gouvernement. En 1933-1934, les partis staliniens appliquaient depuis de longues années la politique de « classe contre classe », la fameuse troisième période de l'I.C. : critique de la démocratie bourgeoise, démocratie = fascisme, « social-fascisme », etc. Puis, brusquement, est venu le tournant du Front Populaire.

Les partis socialistes sont liés dans chaque pays à leur propre bourgeoisie, dont ils défendent les intérêts depuis longtemps. Y a-t-il donc eu une assimilation semblable des P.C. par les différentes bourgeoisies nationales, assimilation du P.C. français par la bourgeoisie française par exemple ?

Est-ce ainsi qu'il faut expliquer le virage du Front Populaire ? En réalité, le tournant démocratique répondait aux nécessités de la politique extérieure de l'U.R.S.S. Il n'a pas été déterminé par un retour des P.C. à l'idéologie et aux méthodes traditionnelles de la social-démocratie, mais par la crainte d'encercllement de l'U.R.S.S. devant le renforcement de la puissance allemande et japonaise. Il a été en France le complément du pacte militaire Staline-Laval.

Lorsque de 1939 à 1941, l'U.R.S.S. a changé d'alliés, la politique du parti stalinien français est revenue aux attaques contre la guerre démocratique impérialiste, contre la démocratie bourgeoise, etc.

Après 1941, l'U.R.S.S. a été de nouveau l'alliée des puissances démocratiques. La politique des P.C. est redevenue démocratique. Son but réel était pourtant la défense de l'U.R.S.S. et l'élargissement de son influence par la pénétration dans les appareils étatiques des pays alliés. Les staliniens se sont alliés de nouveau aux partis bourgeois traditionnels et aux socialistes.

Mais à aucun moment l'idéologie des partis staliniens — pas plus que celle de l'U.R.S.S. — n'a été réellement démocratique. Ils

(13) Qui n'est pas une troisième classe entre la classe capitaliste et le prolétariat, mais une forme nouvelle de la classe capitaliste.

(14) D'ailleurs, de quelle stratégie s'agit-il ? Le léninisme béant des bordiguistes leur fait perdre la mémoire : la stratégie léninienne à l'égard des social-démocrates n'est-ce pas aussi le front unique, les alliances, l'entrée au Labour Party ? N'est-ce donc plus celle que la gauche italienne combattit dès 1920 ?

ont toujours eu deux politiques, même pendant la période de l'euphorie libératrice : une pour l'extérieur, une autre à l'usage des cadres sinon des simples militants.

Lorsque la mainmise du parti stalinien — appuyé souvent par la pression des troupes d'occupation russes — sur l'Etat a été suffisante, il a progressivement liquidé sa politique pseudo-démocratique et instauré le plus parfait totalitarisme. En quelques mois ou en quelques années dans la moitié de l'Europe, les partis bourgeois traditionnels et socialistes ont été chassés du pouvoir, exclus de la vie légale, toutes les garanties démocratiques bourgeoises ont été supprimées et la répression physique (avec les déportations massives) s'est accompagnée de la mise au pas des cerveaux. Dans les démocraties populaires actuelles, le système bourgeois démocratique a disparu.

Bien sûr, les partis staliniens, les gouvernements de ces pays continuent de parler de démocratie, de liberté du peuple, etc. Mais, même leurs discours, leur propagande ne correspondent plus aux conceptions éprouvées de la démocratie bourgeoise.

La démocratie n'est pas une notion abstraite. Il s'agit d'une idéologie et d'une forme de gouvernement propres à une certaine période historique. La démocratie n'est pas la revendication d'une majorité et d'une liberté abstraites. Car, à ce compte-là, tous les régimes auraient été démocratiques. Le national-socialisme d'Hitler s'est toujours réclamé de la majorité du peuple allemand, de la liberté de ce peuple. Aucun régime moderne ne peut imposer son idéologie s'il ne se présente pas comme le représentant de la majorité de la population et ne proclame pas lui apporter la liberté. L'efficacité du système démocratique ne se fondait pas sur les discours des politiciens, mais sur une organisation déterminée de la vie politique et sociale s'appuyant sur une structure économique en plein essor.

Les transformations du capitalisme rendent aujourd'hui inefficace le système démocratique de gouvernement ; la classe dominante adopte progressivement d'autres méthodes et de ce fait une nouvelle idéologie, qui sont totalitaires. Pour des raisons historiques déjà indiquées, cette évolution est bien plus achevée dans les pays du bloc russe. Dans ces territoires, les partis staliniens sont l'instrument politique de la classe capitaliste bureaucratique. Dans le reste du monde ils sont devenus à la fois les instruments de la politique extérieure russe et les tenants de la forme bureaucratique de l'exploitation capitaliste. Dans certains pays bourgeois mineurs ces partis regroupent aujourd'hui des larges couches de la bureaucratie « ouvrière » et d'éléments non prolétariens, tous directement intéressés à l'étatisation de la société, étatisation dont ils voient la forme la plus parfaite dans le régime russe actuel. Leur opposition réelle aux patrons privés et aux institutions traditionnelles découle à la fois de la composition sociale de leurs cadres, de leur programme d'étatisation et de leur attachement au bloc russe. C'est le fait d'être dans ces pays les seuls opposants réels, de poursuivre la liquidation de la propriété privée et des institutions traditionnelles, qui leur conserve encore l'appui d'une fraction de la classe ouvrière et ils utilisent les revendications de cette dernière selon les besoins de la politique du bloc russe.

Il est donc absurde de prétendre critiquer les partis staliniens de la même manière qu'il y a 30, 40 ou 50 ans les marxistes de gauche combattaient les social-démocrates réformistes.

D'autre part, s'il est toujours nécessaire de faire la critique du système démocratique bourgeois, il est tout aussi essentiel de montrer sa marche vers le totalitarisme et l'étatisation. Il faut expliquer la vraie nature de classe de la Russie et des pays du glacis, montrer comment les mesures dictatoriales que les staliniens appellent discipline socialiste et répression contre les anciens possédants n'ont rien à voir avec les intérêts du prolétariat mais sont, au contraire, des moyens de domination de la classe exploiteuse bureaucratique.

La majorité des travailleurs ne sont pas aujourd'hui des vulgaires démocrates. Dans les pays occidentaux ils ne font que subir le régime de pseudo-démocratie, à l'égard duquel ils ont bien peu d'illusions. Les ouvriers qui suivent les staliniens savent parfaitement que dans les pays où les partis « communistes » sont au pouvoir, il n'y a plus de démocratie, de parlementarisme et de « libertés pour tous les citoyens ». Ils pensent que cela constitue justement (avec les transformations économiques effectuées : nationalisation, planification, etc.) la preuve du caractère socialiste de ces Etats. Ceux qui suivent les « réformistes » (travailleurs anglais, syndicalistes américains) ne s'inquiètent pas non plus de la disparition de la démocratie bourgeoise mais du niveau de vie respectif des travailleurs du bloc russe et du bloc occidental ; ils se placent sur une position de « moindre mal » qui n'a évidemment rien de révolutionnaire, mais non plus de confiance dans la démocratie bourgeoise. La propagande anti-russe en Occident l'a compris qui revêt des aspects différents suivant le milieu social auquel elle s'adresse. Lorsqu'elle parle aux bourgeois et petits bourgeois, elle s'attache surtout à montrer le sort de leurs collègues russes, tchèques, polonais, etc. ; lorsqu'elle s'adresse à la classe ouvrière, elle lui montre l'exploitation des ouvriers dans ces pays, les méthodes et la durée du travail, les conditions de vie, les déportations. C'est sur cet aspect-là qu'elle insiste et elle ne joue pas sur la fibre démocratique des prolétaires.

Expliquer les différences de structure des deux blocs pour mieux en montrer l'identité profonde, démontrer concrètement l'existence d'une perspective révolutionnaire, d'une issue socialiste, par l'aggravation de la crise capitaliste et par la force potentielle et les capacités de la classe ouvrière, c'est l'essentiel de notre tâche actuelle. Ce n'est pas l'avis des bordiguistes pour lesquels, aujourd'hui comme en 1920 ou en 1905, le problème fondamental pour le prolétariat demeure « ... le rejet des illusions d'un retour au libéralisme démocratique, le rejet de la revendication des garanties légales, ainsi que la liquidation de la méthode des alliances du parti révolutionnaire avec des partis bourgeois ou des couches moyennes et avec des partis pseudo-ouvriers à programme réformiste » (16).

Nous pensons que les quatre points précédents suffisent à donner un aperçu de la conception de la lutte des classes et de l'interprétation de la phase actuelle du capitalisme qui sont propres à la tendance bordiguiste, et à mettre en évidence ce qui nous sépare d'elle. Nous aurions voulu nous étendre davantage sur certains problèmes, aborder en particulier les perspectives formulées ces derniers temps concernant le rôle respectif de l'Amérique et de la Russie et « l'issue la moins défavorable d'une troisième guerre : la défaite de l'Amérique ». Nous le ferons dans un autre numéro.

La crise du P.C.I. d'Italie et la tendance « du Congrès »

La tendance « du Congrès » s'est affirmée d'abord comme opposition à l'intellectualisme qui, remplaçant l'action des classes par le jeu de forces économiques abstraites, en arrive non seulement à réduire la classe ouvrière à un rôle purement passif, mais envisage la formation du parti lui-même de façon tout à fait abstraite, sans rapport avec la classe.

Il n'est pas inutile de rappeler ici que les camarades « du Congrès » se sont déjà trouvés en opposition avec Alfa au sujet de la fondation même du parti, dont celui-ci a longtemps contesté l'opportunité. Rappelons encore comment Alfa est resté pendant des années en marge du parti, refusant toute responsabilité et n'assistant même pas aux Congrès et aux réunions centrales mais publiant par contre, sans aucune espèce de discussion, dans l'organe théorique « Prometeo », des textes que le parti aurait dû accepter sans plus et qu'il a intitulé lui-même : « Les thèses de la Gauche ».

(15) « Statuto del Partito », publié en 1950 par *Battaglia Comunista*.

L'immobilisme théorique a aggravé les difficultés de l'action extérieure du parti comme il a fini par étouffer la vie politique au sein de l'organisation. Progressivement, l'échange entre les militants et la direction est devenu purement formel. L'élaboration politique collective (dans le sens d'élaboration d'organisation) que le centre du parti n'avait jamais sérieusement entreprise, a été remplacée par celle de quelques camarades, puis d'un seul : Alfa.

Le fond des divergences théoriques qui se manifestaient déjà en 1945 (17) n'a pas été dégagé et s'est ainsi exprimé surtout dans le travail politique. Ces divergences n'en existaient pas moins et ont opposé dès le début les camarades qui forment aujourd'hui la tendance « du Congrès » à certains dirigeants bordiguistes au sujet de l'existence même de l'organisation. Pour les camarades « du Congrès », il ne faut pas attendre la situation révolutionnaire pour former les cadres du parti ; il y a toujours des possibilités subjectives d'existence du parti, même sous un régime totalitaire, et il y a toujours un forment dans la classe qui permet l'intervention du parti. Ils devaient se trouver donc en opposition avec les théoriciens de la « disparition du prolétariat » pendant certaines époques, avec ceux qui, niant la possibilité d'un travail de pénétration dans la classe et d'organisation du parti, prétendaient réduire celui-ci au rôle d'une secte rabâchant une sorte de bible révolutionnaire, avec ceux dont la majorité même des bordiguistes ne partage pas entièrement les conceptions schématisées et confuses mais auxquels le « stivisme » et l'esprit de chapelle permettent d'assumer le rôle de dirigeants. Les camarades « du Congrès » se sont trouvés en opposition avec ceux qui écrivaient en 1950 :

« Le passage du fascisme au totalitarisme démocratique a ouvert une trappe dans laquelle le prolétariat a pu tomber parce que les conditions provisoires existaient dans la structure de l'économie capitaliste internationale. L'existence de ces conditions (que l'analyse théorique désignera lorsque l'évolution historique en permettra la compréhension) empêche aujourd'hui la « personnalisation » du prolétariat dans son parti de classe. C'est seulement Alfa qui a vu cela depuis 1944. Dans ces conditions, le lien organisationnel ne favorise pas mais empêche l'œuvre difficile et indispensable de clarification que doivent accomplir les groupes faussement appelés parti. La confirmation de cela se trouve dans le fait que le principal effort théorique — « Prometeo » et « Filo del Tempo » (18) — échappe aux mailles de l'organisation (19). »

Il serait trop long de rappeler ici les différentes positions concernant les divers problèmes d'orientation du travail prises depuis 1945, de retracer toutes les phases de la vie du parti. Disons seulement qu'une des questions les plus discutées a été celle du travail dans les usines et les syndicats.

La majorité des camarades de la tendance du Congrès s'appuyaient sur la politique établie à ce sujet par le Congrès de Florence en 1948. Tout en désignant les syndicats actuels comme des instruments de l'Etat capitaliste et déclarant illusoire et erronée toute tentative d'en changer la fonction ou d'en conquérir la direction, le Congrès de 48 avait insisté sur l'importance des trois points suivants : a) nécessité d'organiser les « groupes communistes d'usine » ; b) participation à toutes les luttes dont l'origine réside dans l'exploitation des ouvriers ; c) dénonciation du rôle des syndicats et participation dans ce but aux élections des organismes syndicaux et des commissions internes d'usine. La majorité de la tendance bordiguiste, bien qu'ayant approuvé en 1948 la ligne fixée par le Congrès, s'orienta progressivement dans le sens contraire et finit par s'opposer à cette ligne sur les trois points : a) abandon, dans la pratique,

(17) Divergence par exemple entre la Plateforme de 1945, rédigée par Alfa, et le Schéma de programme écrit par Damen : organisation des masses, rôle des soviets et du parti dans la dictature du prolétariat.

(18) *Filo del Tempo*, rubrique de B. C., rédigée par Alfa.

(19) Texte de Vercesi, un des dirigeants de la tendance bordiguiste.

du travail des groupes communistes d'usine ; b) non-participation aux mouvements dirigés par les staliniens ; c) aucune participation aux élections syndicales ou des commissions internes d'usine.

Sans aucun doute, la position des camarades « du Congrès » se traduisait souvent par l'exagération des possibilités réelles de travail et les entraînait à dépenser des forces précieuses dans une agitation sans résultats. Mais l'attitude de la majorité de la tendance bordiguiste, inspirée par son schématisme classique et, pour certains, par la négation même de tout travail de parti (voir texte Vercesi ci-dessus) était franchement néfaste, non seulement dans ses conséquences pratiques mais dans son contenu profond. Ce contenu c'était à la fois le conservatisme le plus achevé et la confirmation théorique d'une conception particulière de la lutte des classes, du parti et du socialisme ; c'était l'attachement borné à la lettre des textes qu'on confondait avec les principes ; c'était le respect superstitieux pour le léninisme et l'ignorance voulue du Lénine non-bordiguiste ; c'était l'élaboration collective dont on proclamait la nécessité officiellement et l'élaboration exclusive d'un camarade qu'on interdisait de mettre en doute pratiquement ; c'était la nécessité « des rapports dialectiques entre la base et la direction » et le refus de la discussion, l'expulsion des opposants, la calomnie et le ragot élevés à la hauteur d'arguments.

Mais résumons les événements de la crise. Au malaise du parti, qui s'est manifesté par la démission des deux camarades de la tendance « du Congrès » qui se trouvaient au C.E., par les protestations des militants, des sections, des fédérations, réclamant l'ouverture d'une discussion, comment a répondu le centre, le C.E. ? Il a remplacé la discussion générale en vue d'un congrès par l'organisation de conférences restreintes, il a refusé d'informer l'ensemble des militants des problèmes en discussion et de la situation du parti. Installée au C.E., la tendance bordiguiste a continué d'orienter le journal de la manière dont elle l'entendait et, refusant d'engager la discussion, elle s'est contenté de publier des circulaires où l'on stigmatisait le travail de « désagrégation de l'unité du parti » qui aurait été celui des camarades opposants. Au lieu de rechercher la clarté politique en exposant les diverses positions, au lieu de se préoccuper d'élever le niveau politique des militants par leur participation aux débats, elle a transformé un problème politique en une question disciplinaire et a répandu la confusion. Confusion qui est arrivée à son comble lorsque, jetant par-dessus bord les positions sur le syndicat qu'elle défendait avec rigueur depuis deux ans, elle a accepté sans discussion et a proclamé positions officielles du parti les « Bases pour l'organisation 1952 » rédigées par Alfa (voir plus haut « L'organisation des masses »). Mais la tendance bordiguiste s'assurait ainsi l'appui déclaré de Alfa (ô principes !) et se débarrassait par là même du souci de répondre aux opposants (Alfa s'en chargerait), la seule fonction du C.E. étant de mettre les adversaires à la porte pour « préserver l'unité du parti », même si ces adversaires représentaient la moitié de l'organisation et s'ils ne faisaient que réclamer une discussion et un congrès. Excellente application du « centralisme organique » cher aux bordiguistes et excellente solution de la première discussion générale dans le parti ! C'est ce qui a été fait : les camarades les plus actifs de la tendance « du Congrès » ont été expulsés tambour battant et sans discussion.

Ces camarades s'étaient affirmés comme tendance à propos du travail du parti dans les usines mais, comme nous l'avons déjà dit, leur désaccord avec les bordiguistes avait toujours été plus profond. Au moment de leur expulsion, une certaine mise au point avait déjà pu être faite en dépit de la confusion de la crise. La précision de

(20) Ces lettres ont été rassemblées dans le n° 3 de *Prometeo* d'avril 1952, numéro publié par la tendance « du Congrès », ainsi que dans le « Bulletin pour la préparation du 2^e Congrès du P.C.I. », imprimé et publié aussi par elle.

leurs divergences avec la tendance bordiguiste enfin regroupée derrière Alfa, a commencé par un échange de lettres entre un des camarades de la tendance « du Congrès », Damen, et le camarade Alfa, échange dans lequel sont surtout discutés la nature et le rôle de la Russie et du stalinisme, la critique de celui-ci et la position devant les syndicats (20). Cette mise au point a continué ensuite lorsque ces camarades ont pris l'initiative de convoquer eux-mêmes un congrès du parti et se sont plus largement exprimés dans le périodique « *Battaglia Comunista* » publié sous leur direction (21).

Ce Congrès a eu lieu le 31 mai, 1^{er} et 2 juin de cette année. Y ont participé des délégués de sections et de groupes représentant environ la moitié des effectifs du parti, mais aucun membre de la tendance bordiguiste, laquelle a adopté le point de vue d'ignorer politiquement nos opposants et a expliqué la crise par « l'action de la bourgeoisie au sein du parti ».

Après le Congrès les positions des camarades qui y ont participé peuvent se résumer ainsi :

a) Interprétation de la lutte des classes : ils formulent dans l'ensemble les mêmes critiques de la conception bordiguiste que nous avons faites au commencement de cet article ;

b) Nature et rôle de la Russie et du stalinisme. La Russie est un État capitaliste d'une forme nouvelle ; la bureaucratie est la classe dominante ; le stalinisme n'est plus l'ancien opportunisme ; nécessité d'une critique nouvelle. Ces camarades combattent l'appréciation bordiguiste de la Russie et du rôle respectif de l'Amérique et de l'U.R.S.S. dans la période actuelle, ils estiment que le bordiguisme se place à mi-chemin entre la position révolutionnaire et le stalinisme ;

c) Ils défendent la ligne sur le travail dans la classe ouvrière définie par le Congrès de 1948 et rejettent le dernier tournant « pro-syndicat » du bordiguisme ;

d) Ils refusent la nouvelle formule de « la dictature du parti » et la conception qui substitue le parti à la classe ; ils restent sur la position exprimée par Lénine dans « *L'État et la Révolution* ».

La tendance « du Congrès » reconnaît la nécessité d'un travail d'analyse des formes actuelles du capitalisme, de critique des expériences politiques du prolétariat, de la révolution russe en particulier et elle souligne la nécessité de donner un caractère international à cette tâche. Un délégué de notre groupe ayant assisté au Congrès, celui-ci a approuvé une résolution sur le travail international que nous publions à la suite de cet article.

Regrettable parce qu'elle a divisé les forces d'avant-garde en Italie et par la confusion dans laquelle elle a commencée, la crise du P.C.I. d'Italie a été salutaire dans la mesure où elle a amené les militants du parti, pour la première fois depuis 1945, à discuter de l'ensemble de problèmes théoriques et politiques de la période actuelle. Cette crise a mis définitivement en lumière les conceptions longtemps « larvées » de la tendance bordiguiste, conceptions qui ont rendu inévitable la rupture. Il est clair maintenant que le bordiguisme ne saurait constituer le pôle politique autour duquel pourraient se rassembler les groupes et les militants isolés qui luttent pour le socialisme.

Réaction saine contre l'immobilisme théorique, le schématisme et les méthodes organisationnelles du bordiguisme, la tendance « du Congrès » n'est pas elle-même exempte de contradictions, que la confusion de la crise n'a pas permis de résoudre. L'âpreté des débats du Congrès sur la question syndicale et surtout les interven-

(21) Pendant un certain temps il y a donc eu deux *Battaglia Comunista*. La tendance bordiguiste vient maintenant de changer le titre de son organe qui s'appellera désormais *Il Programma comunista*. Mais il y a encore formellement deux P.C.I. d'Italie.

tions des quelques camarades qui ont défendu une orientation « pro-syndicat », découvrent une hétérogénéité qui est le reliquat de l'absence de vie politique interne du parti pendant six ans, hétérogénéité qui se retrouve dans d'autres problèmes (« utilisation » des élections bourgeoises par exemple) au sujet desquels certains militants défendent des positions traditionnelles depuis longtemps périmées. D'autre part, l'activisme, le besoin de « résultats » à tout prix d'autres camarades pourrait, s'il s'imposait, amener la tendance à favoriser une usure rapide des militants et une dispersion dangereuse des efforts.

Il n'est pas possible aujourd'hui de prévoir quel sera son développement, si elle parviendra à regrouper la majorité des militants de la gauche communiste italienne et si, par la continuation du travail théorique déjà commencé, elle saura renforcer et compléter ses positions actuelles. Ce travail reste pourtant la condition principale de sa continuité idéologique et d'organisation.

A. VEGA.

Résolution sur les Rapports Internationaux

Dans la situation actuelle, caractérisée par la désagrégation du mouvement ouvrier international, la division du monde en deux blocs impérialistes rivaux et l'orientation de la société capitaliste vers une troisième guerre mondiale, une reprise des contacts entre les groupes et les organisations marxistes des différents pays est plus nécessaire que jamais. Cette prise de contact doit reposer sur un accord concernant les points suivants :

1° La théorie marxiste est la seule base valable pour l'interprétation de l'histoire, de la lutte des classes et pour l'action politique du prolétariat ;

2° La Russie est devenue un régime d'exploitation capitaliste. Les partis communistes kominformistes sont les agents de la politique impérialiste de cet Etat ;

3° Position internationaliste face à la perspective de guerre. Contre le Bloc américain et le Bloc russe, action prolétarienne pour la destruction du régime d'exploitation dans les deux Blocs.

Dans la période actuelle, le but de cette prise de contact réside dans la clarification des expériences ouvrières depuis 1917, dans la critique et la mise au point théorique et politique, des positions du mouvement ouvrier depuis lors, dans l'analyse de la période actuelle de l'évolution capitaliste et dans la détermination des perspectives qui s'ouvrent devant le prolétariat mondial.

Pratiquement, cela suppose l'ouverture d'une discussion internationale sur les points suivants :

- a) Signification historique de la Révolution d'Octobre 1917. Le recul de la révolution et la dégénérescence du régime soviétique ;
- b) Le capitalisme d'Etat en Russie (les rapports de production, la politique de domination mondiale) ;
- c) L'évolution du capitalisme depuis 1914 (les transformations de la structure de l'économie et de la classe dirigeante) ;
- d) La nature et la fonction du parti de classe ;
- e) La dictature du prolétariat et le programme socialiste ;
- f) Le léninisme, la 3^e Internationale, la stratégie et la tactique prolé-

lariennes ;

- g) Les syndicats à l'époque actuelle ;
- h) Confrontation des expériences de lutte des différentes organisations ;
- i) Les perspectives révolutionnaires.

Cette discussion aura lieu :

1° Par la publication dans les organes de presse des différentes organisations de textes traitant des points précédents. Exemple : Le groupe « Socialisme ou Barbarie » publiera des textes du Parti Communiste Internationaliste d'Italie et ce dernier des textes de « Socialisme ou Barbarie » ;

2° Par des échanges de lettres et de documents ;

3° Par l'organisation, avant la fin de 1952, d'une réunion des délégués des différents groupes sur un ordre du jour à fixer ultérieurement ;

4° Par l'édition ultérieure d'un Bulletin international.

Milan, le 2 juin 1952.